

● Droit de l'environnement pour non-juristes : l'essentiel de la réglementation et des responsabilités

Maîtriser les principales règles environnementales et leurs implications sur les activités économiques

Code
581038

Durée
**3 jours / 21
heures**

Tarif Inter*
**2 010 €
HT**

*Repas inclus (en présentiel)

PROCHAINES SESSIONS

- **PARIS :**
29-30-31 mai. 2024
- **PARIS :**
18-19-20 Sep. 2024
- **PARIS :**
25-26-27 nov. 2024

🔗 [Voir toutes les sessions](#)

PUBLIC

Responsables QSE - Responsables environnement - Collaborateurs de service environnement - Toute personne souhaitant s'initier au droit de l'environnement

PRÉ-REQUIS

Aucun prérequis nécessaire

NIVEAU D'EXPERTISE

Fondamentaux

LES POINTS FORTS

Animation par des experts en droit de l'environnement industriel, accompagnant quotidiennement les entreprises pour la mise en œuvre opérationnelle de la réglementation environnementale

Focus sur les dernières modifications législatives et leurs impacts pour les entreprises

Mises en pratique et échanges basés sur des cas concrets soumis par les participants ou le formateur

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert

Objectifs pédagogiques

- Décrire le cadre du droit environnemental, son champ d'application et ses principaux acteurs
- Lister les principales exigences en matière de prévention des pollutions et de protection de l'environnement
- Construire un argumentaire en faveur de l'évaluation et du maintien de la conformité réglementaire de son organisation

Programme de la formation

Décrire le cadre du droit environnemental, son champ d'application et ses principaux acteurs

Situer de droit de l'environnement industriel français dans son contexte

- Découverte de l'historique et de la structuration de la réglementation environnementale
- Compréhension des interconnexions entre le Code de l'environnement et les autres domaines du droit français
- Identification des principaux acteurs en charge de la législation et de sa mise en œuvre
- Focus sur la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables :
 - ▶ solaire photovoltaïque éolien et autres énergies
 - ▶ planification territoriale des énergies renouvelables
 - ▶ présomption de reconnaissance de la raison impérieuse d'intérêt public majeur (RIIPM)
- Jeu de mémoire : relier les grands événements qui ont fait évoluer la réglementation française et le socle actuel

Préciser les spécificités applicables aux ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement)

- Principes de classement d'une activité selon la nomenclature des installations classées
- Définitions des différents régimes de classement des ICPE (déclaration, enregistrement et autorisation) et interactions avec la réglementation européenne (IED, SEVESO)
- Se repérer parmi les procédures administratives accompagnant la vie d'une ICPE selon son régime : (ouverture, modification substantielle, cessation d'activité)
- Comparaison du niveau d'exigences des documents encadrant l'exploitation d'une installation, selon son régime (arrêtés de prescriptions générales, arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter)

Formation favorisant

- l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

SATISFACTION ET EVALUATION

- L'évaluation des compétences sera réalisée tout au long de la formation par le participant lui-même (auto-évaluation) et/ou le formateur selon les modalités de la formation.
- Evaluation de l'action de formation en ligne sur votre espace participant :
 - ▶ A chaud, dès la fin de la formation, pour mesurer votre satisfaction et votre perception de l'évolution de vos compétences par rapport aux objectifs de la formation. Avec votre accord, votre note globale et vos verbatims seront publiés sur notre site au travers d'Avis Vérifiés, solution Certifiée NF Service
 - ▶ A froid, 60 jours après la formation pour valider le transfert de vos acquis en situation de travail
- Suivi des présences et remise d'une attestation individuelle de formation ou d'un certificat de réalisation

- Cas pratique : identifier le régime dont dépend un site industriel en analysant la nomenclature ICPE

Lister les principales exigences en matière de prévention des pollutions et de protection de l'environnement

Décrire les exigences applicables à la gestion de l'eau et de la biodiversité

- Comprendre l'organisation de la gestion de l'eau et l'articulation entre ses principaux acteurs : la nomenclature IOTA, dite nomenclature loi sur l'eau
- Identifier les principales exigences applicables à la consommation et la prévention de la pollution pour une entreprise, selon son régime
- Découvrir les principales thématiques couvertes par la loi sur la biodiversité et leur transposition pour une entreprise
- Comparer les spécificités de la lutte contre les nuisances sonores et lumineuses selon son activité
- Cas pratique : décrypter les exigences relatives aux thématiques étudiées issues d'un arrêté d'autorisation d'exploiter d'une ICPE

Etablir les interrelations entre protection de la qualité de l'air et lutte contre le réchauffement climatique

- Principes de planification de la protection de la qualité de l'air et utilisation de l'énergie
- Déterminer les exigences applicables aux entreprises pour lutter contre la pollution atmosphérique et l'effet de serre selon leur spécificités (ICPE, transport, tertiaire...)
- Nouvelles obligations des entreprises en matière de production d'énergie renouvelable : panneaux solaires, ombrières, éoliennes terrestres et maritimes
- Nouvelles règles et pratiques en matière de mobilité durable : recharge des véhicules électriques, mobilités douces...
- Jeu pédagogique : faire le point sur les différents dispositifs de contrôles et d'aide applicables à une activité économique selon sa situation

Expliquer les fondamentaux de la prévention et de la gestion des déchets

- Définitions et critères de classification des déchets
- Panorama des modes de gestion selon leur hiérarchie de la prévention à l'élimination
- Evolution des domaines de responsabilités des différents acteurs de la gestion des déchets, y compris la responsabilité élargie du producteur (REP)
- Comparer les principes de traçabilité et la documentation associée aux différentes familles de déchets
- Etude de cas : identifier les différentes appellations et exigences de tri applicables à une sélection de déchets

Définir une politique de gestion des produits dangereux qui prévienne les atteintes à la santé, y compris la pollution des sols

- Réglementation européenne sur la chaîne de valeur en matière d'information et d'utilisation de produits dangereux (règlements REACH, CLP)
- Principales exigences applicables aux entreprises en matière de gestion du risque chimique (réception, stockage, transport)
- Panorama des outils d'identification et de gestion des sites et sols pollués par des produits chimiques
- Jeu pédagogique : identifier les points de conformité d'un stockage de produits dangereux

Construire un argumentaire en faveur de l'évaluation et du maintien de la conformité réglementaire



Renforcer la prise en compte des risques majeurs (naturels et technologiques)

- Prévention des risques majeurs : de quoi parle-t-on ?
- Identifier les éléments de planification associés aux risques technologiques et leur application : PPRT, plan vieillissement des installations industrielles...
- Identifier les éléments de planification associés aux risques naturels et leur application : PPRN, révision des cartographies et exigences applicables en matière de foudre, séisme...
- Manipulation d'outil : découvrir les ramifications du site Géorisques et les appliquer à son site

Identifier les responsabilités prévues en matière environnementale et les sanctions associées

- Evolution du principe pollueur /payeur et de la définition de responsabilité environnementale selon son régime
- Acquisition du vocabulaire associé aux dommages environnementaux et à leur réparation (préjudice écologique)
- Point sur l'action de la Police de l'environnement et les sanctions associées aux non-conformités
- Cas pratique : élaborer son propre argumentaire en faveur de l'évaluation et du maintien de la conformité réglementaire

Parmi nos formateurs

...



Christel Monar

Juriste de formation, consultante en réglementation environnementale et en prévention des risques, elle accompagne les entreprises dans la mise en œuvre de la réglementation et le management QSE. Sa pédagogie offre aux participants une vision très opérationnelle de la gestion des risques et des démarches QSE.



Catherine Viale

Catherine Viale bénéficie d'une expérience robuste et multiple de consultante spécialisée dans l'environnement industriel, de responsable Qualité Sécurité Environnement (QSE) dans une PME spécialisée dans la valorisation des déchets et d'auditrice de certification ISO 14001. Son gout pour la formation lui permet d'intervenir aussi bien auprès des entreprises que des collectivités engagées dans l'économie circulaire soutenues par l'ADEME. Son expertise en droit de l'environnement et sa pratique de la mise en œuvre de systèmes de management environnemental garantissent aux participants une appropriation complète des enjeux juridiques de la gestion environnementale et une vision opérationnelle des jalons pour améliorer leurs performances environnementales et/ou opérer leur transition écologique

